



BONHEUR EN BAS

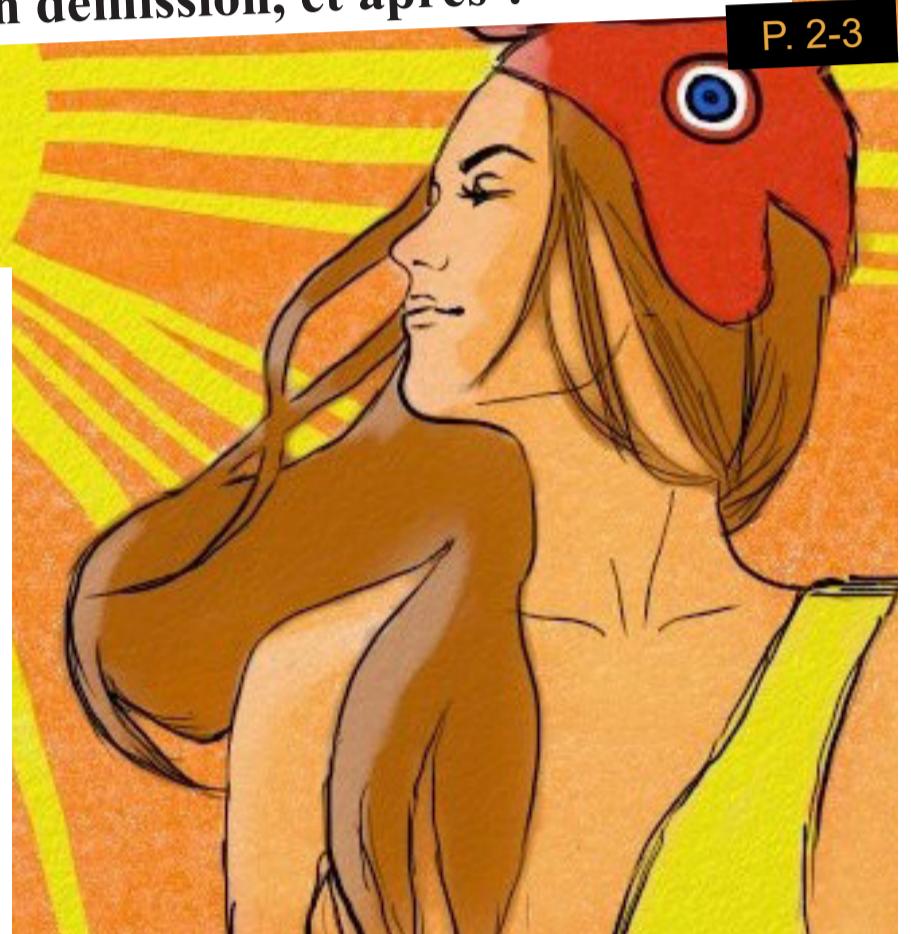
(sinon malheur en haut)

Journal lyonnais de décryptage de l'actualité politique

DOSSIER

Macron démission, et après ?

P. 2-3



EDITO

Depuis quelques semaines, le gouvernement et les médias s'accordent sur un point : les gilets jaunes du 17 novembre seraient rentrés chez eux. Leur cause aurait été légitime, mais maintenant ce ne seraient plus les mêmes, il ne resterait plus que des émeutiers, des ennemis de la République qui mettraient en danger les institutions.

Pourtant, en Assemblée générale les lundis soir à la Bourse du travail, on retrouve toujours aussi présents les gilets jaunes de la première heure : certes ils ne débattent plus du prix de l'essence, bien que celui-ci redevienne très problématique, mais s'interrogent sur l'avenir.

Macron ne reconnaît plus les gilets jaunes du 17 novembre, et pour cause, quelque chose semble avoir changé. Sont-ils des révoltés, des insurgés ou bien des révolutionnaires ? Ces trois mots impliquent trois types de mobilisations différentes et sont déterminants pour la suite du mouvement. La révolte est un soulèvement contre une autorité établie dont les acteurs ne partagent pas forcément les mêmes objectifs. L'insurrection est un soulèvement massif qui a pour but de renverser un pouvoir. Une révolution enfin est un ensemble d'événements qui ont lieu lorsqu'un groupe renverse le régime en place et que des changements profonds se produisent dans la société.

Alors que veulent les gilets jaunes ? Au slogan généralisé « Macron démission » on comprend que les GJ peuvent être au moins compris comme des insurgés. Mais tous les GJ veulent-ils la révolution ? Pas sûr. Si, parmi nous, certains trouvent le « Macron démission » peu crédible et lui objecte de ne pas être force de proposition, d'autres se refusent à crier à la révolution : le renversement du gouvernement aidé de quelques mesures sociales suffiraient. L'ordre établi rassure et s'il était un peu plus social, on pourrait s'arrêter là. Mais quelque chose a changé.

C'est que, depuis le 17 novembre, le mouvement a évolué. D'abord réaction révoltée contre la hausse du prix du carburant, il s'est rapidement étendu à une insurrection contre le gouvernement dans son entier. Et plus la mobilisation dure, plus certains s'interrogent sur l'après : démission de Macron, mais pour quoi, pour qui ? La première réponse, à travers le RIC, a été d'appeler à une révolution du système politique : les GJ veulent plus de démocratie directe. A côté du RIC en toutes matières, nous sommes parvenus à nous rassembler autour de ce qui fait toujours socle après des mois de mobilisations : les revendications de mesures sociales et justice

fiscale. Dernièrement s'est ajouté une convergence avec la jeunesse pour le climat, afin d'interpeler le gouvernement sur l'extrême urgence d'une transition écologique et sociale.

Bien que cela puisse effrayer certains gilets jaunes eux-mêmes, les faits sont là : le mouvement est révolutionnaire. Pour l'honneur des travailleurs, pour un monde meilleur, et surtout un monde viable. Il est donc de la responsabilité de chacun de s'interroger : quel monde voulons-nous après la destitution de Macron ? L'imagine-t-on avec ou sans capitalisme ? Avec ou sans scrutin ? Une chose est sûre : ce n'est pas (que) en nous en remettant à des représentants politiques que nous obtiendrons justice. Il faut penser et agir par nous-mêmes. Nous sommes apartisans, mais nous apprenons, semaine après semaine, ce que signifie vraiment faire de la politique : nous expérimentons des nouvelles formes d'organisation, nous nous confrontons, nous débattons, parfois houleusement, nous manifestons. Nous réapprenons à vivre ensemble, en somme, quand 50 années de prolétarisation par ce système consumériste nous avait fait oublier que nous étions capables, que nous étions solidaires, que nous étions légitimes. Les seuls légitimes à choisir pour eux-mêmes.

Anticapitalisme : pour une troisième voie

Où mène la critique du capitalisme ? T., gilet jaune lyonnais, donne son point de vue sur le système actuel et le défi à relever pour l'avenir.

Le modèle de société promu par Macron détruit la planète puisqu'il veut produire toujours plus. Sa quête irraisonnée de croissance par l'utilisation toujours plus forte d'énergies fossiles en fait un modèle destructeur à court et long terme.

Fournir une critique de ce capitalisme est aujourd'hui le principal sujet qu'il faut oser aborder. Pour autant, les choix politiques ne se résument pas à d'un côté un capitalisme moderne, progressiste et ouvert face à un communisme fermé, replié sur lui-même et rétrograde, voire fasciste. Les échecs de l'expérience soviétique ne doivent pas fermer la remise en cause du capitalisme. L'idéologie néolibérale vise à faire croire qu'elle est la seule capable de diriger le monde, et que toute alternative mènerait nécessairement à la restriction des libertés et à la dictature.

L'attachement à la liberté met en avant plusieurs questions : nous sommes libres de consommer des fraises en hiver. Pourtant, l'expression de cette liberté induit une pollution énorme délocalisée à l'autre bout du monde et des conditions de travail dégradées dans des pays lointains. Nous sommes libres de changer de téléphone tous les ans, pourtant la fabrication de celui-ci demande des terres rares dont l'extraction détruit les nappes phréatiques, quand les anciens modèles, non recyclables, finiront dans une décharge à ciel ouvert en Afrique.

Le capitalisme est le système en place, et le productivisme est son essence. Par le rétablissement d'outils démocratiques forts, nous pouvons infléchir, modifier, tenter de le responsabiliser. Si cela est impossible, nous changerons de modèle de production, et sans doute le devrons-nous, en veillant systématiquement à ce que les plus démunis n'en subissent seuls les conséquences. Le terme de capitalisme dans le communiqué de Saint Nazaire a soulevé bien des débats dans notre assemblée et dans notre mouvement. L'inquiétude face au changement est normale, mais elle ne doit pas nous diriger dans l'impasse que Macron nous propose : son libéralisme destructeur et productiviste ou le goulag fasciste, populiste mais tout autant productiviste. LREM ou le RN, la raison ou la peste et toujours la croissance, l'un se servant de l'autre et réciproquement. Une troisième voie existe, à nous de la bâtir.

GLOSSAIRE

Le **capitalisme** est le régime économique d'une société dans laquelle les moyens de production n'appartiennent pas à ceux qui les mettent en oeuvre par leur travail. Il est fondé sur l'entreprise privée (bien qu'il puisse exister un capitalisme d'Etat), la liberté des échanges, le pouvoir des actionnaires, la recherche de profit considéré comme une contrepartie au risque encouru, l'accumulation du capital. Le mot "capitalisme" a acquis avec la critique marxiste une connotation péjorative ; aussi, ses défenseurs parlent plutôt de "libre entreprise" ou de "libéralisme".

Le **néolibéralisme** (ou ultralibéralisme) est une doctrine économique appliquée depuis la fin des années 1970 dans le monde anglo-saxon et depuis les années 1990 en Europe. Il fait référence à de nouvelles politiques libérales sur le plan économique qui visent entre autres à réduire l'emprise du secteur public sur l'économie au profit du secteur privé, à réduire les dépenses publiques qui n'ont pas d'effets sur la croissance, à promouvoir la concurrence et la compétitivité, à déréglementer tout ce qui entrave le marché (mesures sanitaires, sociales ou de protection de l'environnement par exemple). Le gouvernement macronien applique tous les principes néolibéraux, comme le faisaient avant lui ceux de Sarkozy et de Hollande.

La **troisième voie** est un concept politique qui a été utilisé au XXe siècle pour parler d'une alternative politique au communisme et au capitalisme. Cette expression a malheureusement été reprise ces dernières années par des partis nationalistes ou ultralibéraux, comme Macron lui-même..!



Travail : le constat d'un système à réformer

Point de vue critique sur les annonces faites par Emmanuel Macron en conclusion du Grand Débat National. Des mesures inadaptées à la révolution numérique que nous vivons.

Macron, pas à la hauteur des enjeux actuels

Avec un lyrisme que beaucoup s'accordent à trouver exaspérant, Macron a fait quelques annonces importantes concernant le travail : l'allongement du temps de travail, un âge légal de la retraite maintenu à 62 ans mais avec une décote avant l'âge pivot de 64 ans (autrement dit, partir à 62 ans sera toujours possible mais l'Etat « incitera » à travailler plus longtemps) et le plein-emploi en 2025.

Trois mesures qui témoignent de l'archaïsme de la pensée macronienne, tandis qu'à force de retournements lexicaux elle se prétend elle-même moderne, progressiste, ouverte, inclusive, seules garantes de lendemains qui chantent. C'est ici l'idéologie néo-libérale qui s'exprime au mépris des nouvelles configurations du monde du travail.

Les conséquences de l'autonomisation du travail aujourd'hui

Lorsque vous allez au supermarché, vous trouvez des caisses automatiques. Des robots remplacent progressivement les manutentionnaires dans les grands entrepôts. Et une plateforme en ligne s'est substituée à la secrétaire de votre médecin, tout comme vous gérez vos comptes en banque et vos histoires d'assurance régulièrement sur les sites respectifs. Les voitures sont montées par des bras mécanique, la médecine s'appuie sur des logiciels et des techniques de pointe. En bref, l'automatisation va détruire des emplois. Il existe aujourd'hui plusieurs millions de chômeurs pour quelques centaines de milliers d'annonces sur Pôle-Emploi, et nombre d'entre elles ne renvoient à rien.

L'équation est simple : les emplois sont largement insuffisants. Puisque le marché va se restreindre encore dans les prochaines années, et que les nouveaux emplois créés ne combleront jamais la masse des emplois disparus, il existe deux possibilités pour que tout le monde puisse tirer un salaire de son emploi. D'un côté, diminuer le temps de travail. Un poste à plein-temps deviendrait deux postes à mi-temps. D'un autre, abaisser l'âge de départ à la retraite : partir à la retraite plus jeune permet aux actifs entrants sur le marché de trouver un emploi.

L'automatisation des emplois n'est pas une catastrophe. Elle adviendra de la même façon que l'homme est passé de l'oral à l'écrit, du cheval à la vapeur et des signaux de fumée aux téléphones. Si le pays décide d'y faire face, c'est une aubaine qui libérerait de tâches pénibles de nombreuses personnes. Si le pays décide au contraire de nier cette réalité, l'innovation que nous n'aurions pas pu anticiper et préparer agraverait les failles de notre système en supprimant des emplois, sans qu'aucune offre publique ne soit viable. En clair, c'est la société toute entière qu'il faut réorganiser.

L'exemple de la crise de la révolution industrielle

Au début du XXème siècle aux USA, Ford et Taylor révolutionnaient l'industrie grâce à la mise en place du travail à la chaîne. On produisait beaucoup en peu de temps. Cela a bouleversé le société, et, en 1929, déclenché une crise.

Il a donc fallu trouver une nouvelle façon de distribuer la richesse pour surmonter la crise et s'adapter à l'innovation : la doctrine de Keynes. Elle conférait plus de pouvoir à l'Etat afin que celui-ci intervienne, régule les marchés et soit décideur de l'inflation de sa propre monnaie pour contrôler les salaires, afin que chaque ouvrier puisse consommer, et ainsi faire tourner

la machine. Ce programme fut mis en place sous Roosevelt 30 ans après l'automatisation de Ford et Taylor.

Après la révolution industrielle, la révolution numérique

En France, nous voici bientôt 30 ans après la révolution numérique : celle de l'intelligence artificielle, des datas et de la communication. Nous avons subi la crise de 2008. Nous devons donc construire un nouveau système. Macron et son gouvernement ont cuisiné un plat déjà périmé. La question de l'emploi doit être au centre des discussions : c'est elle qui concerne les salaires, les retraites, le temps de travail et sa qualité ainsi que le chômage. C'est elle aussi qui détermine quel modèle de production nous désirons pour l'avenir, à l'heure où, pour rappel, la sixième extinction de masse est en cours.

L'EMPLOI EST MORT, VIVE LE TRAVAIL !

C'est le titre d'un essai écrit par le philosophe contemporain Bernard Stiegler qui mène actuellement une expérimentation du revenu contributif sur une zone proche de Paris appelée "Plaine commune". Son idée est la suivante : des prévisions annoncent que le chômage ne va cesser d'augmenter car bon nombre d'emplois vont être remplacés, d'ici 20 ans, par des plateformes numériques, des algorithmes, et même des robots. Au lieu de voir cela comme un malheur, Stiegler a pris le parti d'en tirer quelque chose de positif. Fini les travaux répétitifs qui fatiguent, dépriment et déshumanisent les travailleurs. Tant mieux s'il n'y a plus de caissière. Par sa tâche, celle-ci ne peut que difficilement apprendre, développer du savoir, s'épanouir pleinement; c'est pourtant ce que le philosophe place au centre d'une société en bonne santé qui devra faire face à des défis colossaux avec l'échéance du changement climatique.

Le système qu'il expérimente ? Mettre en place un revenu contributif sur le modèle des intermittents du spectacle. En échange d'un certain nombre d'heures de travail à justifier par an, on vous donne chaque mois un revenu décent (entre 1200 et 2000€) qui récompense votre investissement dans une activité qui a du sens : une association locale, un savoir-faire particulier, de l'art, de la recherche; une tâche qui vous élève, vous et la société. Qui produit de la valeur réelle. Car, pour Stiegler, la clé de l'avenir réside dans le fait de comprendre la différence entre l'emploi et le travail :

« L'emploi est ce qui est sanctionné par du salaire. Et c'est ce qui permet, depuis Ford, Roosevelt et Keynes notamment, de redistribuer du pouvoir d'achat. Le travail, c'est ce qui fait qu'on se développe en accomplissant quelque chose. Picasso fait de la peinture, par exemple. Moi mon jardin. Ca m'apporte quelque chose. Je ne fais pas mon jardin simplement pour avoir des petits pois. Si j'écris des livres, si je participe au site Wikipédia ou si je développe un logiciel libre, ce n'est pas d'abord pour obtenir un salaire, mais pour m'enrichir en un sens beaucoup plus riche, si je puis dire, et peut-être gagner ou économiser un peu d'argent, mais surtout me construire et avancer dans la vie, en accord avec mes désirs et mes convictions... »

Ce projet n'a rien d'utopique ! L'économie contributive est un modèle de société sur lequel travaille une équipe de chercheurs internationaux dont Bernard Stiegler. Le 20 janvier 2020, ils prévoient de présenter leur rapport à l'ONU comme une solution à ce qu'ils appellent la "guerre économique" qui nous mène à une véritable catastrophe climatique.

Décryptage des mesures annoncées par Macron :

Après le Grand Débat, Notre Dame, le tour de France du Président, les aboiements en canon des éditorialistes sur tous les médias, Macron nous a fait l'honneur d'une conférence de presse, à laquelle aucun média alternatif n'a pu prendre part. Quelles sont les conclusions ?

« Moderniser la vie démocratique ! »

Une proportionnelle factice

Le Président annonce l'introduction de 20% de proportionnelle pour l'Assemblée Nationale et le Sénat afin de mieux représenter le peuple. Cette mesure tient avant tout du symbole : si on l'appliquait au Parlement actuel, l'équilibre politique serait conservé et le groupe constitué de LREM/MoDem garderait une majorité absolue. Cela ne serait pas le cas si une proportionnelle intégrale était mise en place : les partis, mieux représentés, seraient en meilleur capacité numérique pour créer des alliances capables de se confronter aux députés alliés du pouvoir exécutif. Précisons qu'il était déjà prévu d'instaurer 15% de proportionnelle dans le cadre de la réforme des institutions initiée par Edouard Philippe et prévue pour cette année. Surprenant de vouloir mieux représenter les différents partis d'un côté, pour prévoir dans cette même réforme la suppression de 30% des députés et sénateurs. Le pouvoir législatif est un des maigres remparts qu'il nous reste contre l'exécutif, et celui-ci n'hésitera pas à l'attaquer pour asseoir son propre pouvoir. Ne tombons pas dans les pièges démagogiques les plus grotesques : la suppression de postes de parlementaires est une mesure totalement libérale.

De la même façon, le refus de la comptabilisation du vote blanc ou de l'instauration du vote obligatoire illustrent une négation du (des ?) problème(s) dans la vie démocratique actuelle. Un conservatisme bien loin du progrès annoncé

par Macron, quoique l'on pense de ces mesures. Le jeu politique en France se résume depuis bien longtemps à devoir choisir pour « le moins pire » d'élection en élection. Le moins pire, qui finit à tous les coups par être un candidat libéral convaincu dressé en pourfendeur du fascisme. Du côté des oligarques, tout se passe très bien dans notre système électoral actuel, et ce petit jeu semble bien huilé, alors pourquoi en changer ?

Quid du RIC

Concernant le RIC en toutes matières, il lui semble « remettre en cause la démocratie représentative », et donc le rejette. Il est vrai que le RIC est un projet ambitieux. Plusieurs prérequis sont nécessaires à sa bonne application tels que la mise en place d'un nouvelle Constitution d'émanence populaire, la remise en cause d'une souveraineté nationale établit sur les idées de l'Abbé Sieyès durant la Révolution de 1789, pour l'institution d'une souveraineté populaire, d'une démocratie directe plus proche des idées de J.J. Rousseau. Cette transition est désormais possible, car le peuple est dans sa globalité bien plus instruit et cultivé qu'en 1789. Certes, il faudra se poser les questions d'une source d'information « pure » afin de traiter des sujets des referendum, et que la masse populaire prenne conscience de son poids politique conséquent lorsqu'elle sera éclairée à la lumière de la défense de ses intérêts réels. N'est-ce pas là un projet ambitieux devant être porté par de nouveaux entrepreneurs politiques du

XXI^e siècle ? De quoi en théorie, ravir notre représentant de la Start-up Nation.

Le RIP à l'épreuve

Visiblement, nous ne sommes pas encore prêts pour notre cher Président. Celui-ci a seulement concédé une « amélioration » du Referendum d'Initiative Partagée (RIP), référendum originellement prévu par la réforme constitutionnelle de 2008 initié par Nicolas Sarkozy, mais entrée en vigueur seulement en 2015. Le seuil de signatures nécessaires pour le déclenchement d'un référendum passerait alors de 4,5 millions de signatures à 1 million nécessaire. Néanmoins, le RIP soulève de nombreux problèmes gênants sa bonne efficacité en tant que contre-pouvoir : il ne peut toucher qu'à certains sujets, il faut réunir les signatures des citoyens mais aussi celles des parlementaires pour enclencher une procédure résultant seulement à un nouveau passage de telle ou telle loi devant l'Assemblée. Celle-ci ayant déjà rendue un verdict, une composition identique de l'hémicycle devrait donner les mêmes effets à l'arrivée... Il est à noter que la procédure a été enclenchée tout récemment par des parlementaires opposés à la privatisation de l'Aéroport De Paris. Le Conseil Constitutionnel a donné son feu vert pour son application. Attendons de voir si ce n'est qu'un coup de bluff, destiné à nous vendre ce RIP 2.0...

Message de Youth For Climate Lyon : Pour une alternative à l'industrie textile

Nous sommes tous et toutes à la fois victimes et responsables de l'industrie textile qui est la 2ème industrie la plus polluante après le pétrole. Chaque étape de production présente un coût à la fois social et environnemental : les champs de coton sont aspergés de pesticides et les conditions de travail dans lesquelles le coton est ramassé sont souvent déplorables.

D'après Orsola de Castro, une des figures internationales de la mode durable, « on peut prédire la prochaine couleur à la mode en regardant celle des rivières en Chine » : en effet, à cause de la teinture, les eaux sont polluées et la faune et la flore dévastées.

Le système capitaliste pousse les entreprises à adopter des prix toujours plus bas, à cause de la concurrence, ce qui fait qu'elles exploitent leurs ouvriers (l'usine Rana Plaza s'est écroulée en 2013 car elle était trop vétuste, ce qui a fait 1129 morts).

Sachant cela, comment pouvons nous imaginer l'industrie textile de demain? Des solutions sont déjà en place, et d'autres sont à inventer. Mais notre premier défi est de prendre conscience de notre consommation et de la réduire : priorisons une industrie textile circulaire en échangeant, donnant, réparant, louant...

L'achat de vêtements de seconde main est

moins cher et permet de s'échapper du système capitaliste. Boycotter les grandes chaînes est aussi une action concrète qui leur porte un préjudice direct.

Mais cet article n'est qu'une toute petite partie de l'impact de l'industrie textile. Pour aller plus loin, nous avons organisé une action de désobéissance civile que nous avons appelée "Sur le fil" le samedi 11 mai. Nous avons bloqué la rue de la République pour sensibiliser les personnes à la pollution textile en retracant avec nos pancartes le parcours type d'un T-shirt en coton afin de faire comprendre l'impact écologique qu'il cause à la planète.

DECRYPTAGE

pour quel monde marche-t-il ?

« Vers plus de justice fiscale ! »

Quelques mesures sociales sont concédées : baisse de l'impôt sur la revenu avec un abaissement des premières tranches d'imposition ou encore la ré-indexation sur l'inflation des retraites en dessous de 2000 €. Pour cette dernière mesure, qui ne prendra normalement effet qu'en janvier prochain, ce n'est que justice. Les retraités ont déjà subi un manque à gagner lors de la désindexation mise en place dans les années 80, sans parler de la hausse de la CSG, finalement annulée par Macron grâce à la pression populaire.

Cependant, derrière ces mesures se pose la question du financement. Ici, hors de question de rétablir l'ISF, de lutter contre l'évasion fiscale ou de remettre en cause le CICE. Non, la solution macronienne consiste à travailler plus pour financer ces mesures. Il assène même sans complexe une information mensongère en pleine conférence de presse : les français travailleraient « beaucoup moins » que leurs voisins européens. Ceci est évidemment faux. Si les comparaison entre pays restent difficiles, la France arrive tout de même en troisième position pour ce qui est de la durée hebdomadaire de travail, devant par exemple la Suède, ou l'Allemagne... (EUROSTAT 2016)

« Un service public plus attractif ! »

Macron promet aussi plus de services publics. Encore une fois, comment ? Par les lois Buzyn, Belloubet ou Blanquer ? Chacune d'entre elle est gravement décriée par les services concernés : santé, justice et éducation. Il ira même jusqu'à

promettre qu'aucun hopital, aucune école ne seront fermés sans l'accord du maire. Encore heureux, vu que le problème se situe dans la fermeture de classes et de services. Promettre de ne plus en fermer aucun aurait été une forme de courage.

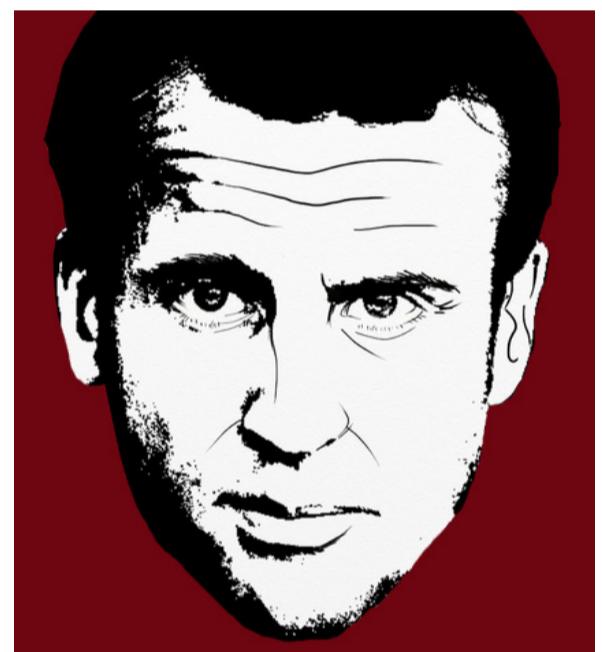
C'est tout de même 2600 postes de professeurs en collège et lycée qui seront supprimés à la rentrée 2019. Un moyen de financer la priorité sur l'enseignement primaire choisie par le gouvernement, en promettant des classes à 24 élèves maximum en CP et CE1.

Concernant l'ENA, sa suppression vise simplement à moins former les hauts fonctionnaires, afin d'élargir les postes publics aux acteurs du privé/lobbyistes comme Edouard Philippe venant d'Areva. On peut également redouter un simple changement d'emballage pour cette école de haut-fonctionnaires. Ceci dit, cela tient du simple symbole.

Pour finir, afin de réduire les fractures territoriales, Emmanuel Macron veut renforcer le projet de « maison de services au public » pour qu'il en existe une par canton d'ici 2022. Depuis 1995, ces maisons existent sous un nom différent, les MSAP. Il en existe environ 1300 dans le pays. Ce sont des points d'accueil chargés d'aider des usagers dans leurs démarches administratives et d'accès aux droits, relevant de plusieurs organismes. Les maisons de services au public articulent présence humaine et outils numériques. Pour Cédric Szabo, directeur de l'Association des maires ruraux de France, cette mesure est trompeuse : d'une part, l'objectif d'en créer une par canton n'est pas adapté à la réalité des communes rurales, et deuxièmement, il existe déjà un espace de proximité dans chaque commune : les mairies.

« Prendre au sérieux le climat ! »

Quant au climat, quelques minutes ont suffi à annoncer le tirage au sort de citoyens dans un Conseil social, économique et environnemental. Tout se passe comme si des dizaines d'associations, de chercheurs, de citoyens et de groupes en tout genre ne proposaient pas déjà des alternatives depuis des années. Tout se passe comme si nous avions le temps d'un nouveau débat pour consulter des idées éventuelles de méthode qui, in fine, auraient pour vocation de ne rien changer au système productiviste pourtant responsable de la catastrophe.



Lyon-Centre : Petit historique de la mobilisation jaune à l'usage des nouveaux

Lors de l'AG du 6 mai, l'organisation de l'assemblée a été remise en cause. Pour ne pas balayer les outils déjà mis en place et reproduire les mêmes erreurs, voici un petit historique de l'évolution de la mobilisation jaune à Lyon-Centre.

Multiples pages FB et manifestations au départ de Bellecour

La mobilisation dans la rue des gilets jaunes dans le centre de Lyon s'accompagne de la création de nombreuses pages FB dont Gilets jaunes Lyon-Centre. De nombreuses personnes entrent en contact et se rencontrent pour les premières manifestations qui rassemblent peu de monde.

Le samedi 24 novembre, une convergence se fait avec les étudiants qui manifestent contre la hausse des frais universitaires. L'heure est alors à l'appel à la mobilisation du plus grand nombre : il faut convaincre les français de tous les bords et de tous les âges de rejoindre la mobilisation. A l'époque, il existe pour Lyon de nombreuses pages FB qui sont autant de communautés de gilets jaunes qui s'entraident, se coordonnent ou se disputent. Les manifestations commencent presque toujours à 14h place Bellecour, ce qui crée des polémiques, car les gazages sont très fréquents. Les personnes actives du groupe FB Gilets-Jaunes Lyon Centre commencent à organiser des manifestations le samedi matin, avec un service d'ordre autogéré, pour que les personnes plus fragiles puissent manifester en sécurité. Ces manifestations se font en bonne entente avec les forces de l'ordre bien qu'elles ne soient pas déclarées.

Décembre : Action de blocage de l'Hôtel de région et première assemblée populaire des GJ à la bourse du travail

Le 7 décembre, une intercoordination des gilets jaunes de Lyon et de ses environs organise une action de blocage dans l'Hôtel de région. Tout se passe dans le calme, une délégation est reçue par un proche de Wauquiez qui promet d'organiser prochainement une rencontre.

Le 17 décembre a lieu la première assemblée populaire des GJ à la bourse du travail. Environ 300 personnes y participent. A cette époque, l'AG est mise en place par quelques gilets jaunes volontaires bien connus de Lyon-Centre. Elle fonctionne par inscription des tours de parole sur une liste, autour de thèmes définis par un ordre du jour (non voté, décidé par quelques-uns après prise de température des avis et besoins de l'assemblée). Pas de temps réglementaire de prise de parole, ni de règles précises mais on constate bien vite que ces assemblées sont des espaces de débat interrompus et trop courts pour traiter en profondeur des questions telles que l'organisation pratique

des actions, la formulation de revendications, les stratégies à adopter, la communication auprès des citoyens etc.

Rencontre avec Wauquiez et constitution de commissions de travail

Quatre gilets jaunes volontaires ont été reçus par M. Laurent Wauquiez. Ont été évoquées les questions de la démocratie directe, du plan zéro SDF, des cantines, entre autres.

Concernant l'assemblée générale, un lundi soir de janvier, il y a tellement de gens dans la salle que l'on décide de la faire en extérieur, place Guichard, pour que tout le monde puisse participer. Plus de 600 personnes se sont déplacées ! On décide de créer des commissions pour se répartir des missions : organisation des actions, revendications, communication, trésorerie, RIC etc. Des listes sont ouvertes sur lesquelles les volontaires peuvent s'inscrire pour celles et ceux souhaitant s'investir dans le domaine souhaité. Ces commissions s'organisent entre elles, se rencontrent en semaine, et viennent faire leurs retours en AG tous les lundis. Un réseau de communication interne se met en place via la plateforme web framaliste.

Polémique quant à l'organisation des AG et passage à l'autogestion

Certains GJ reprochent à des membres actifs du groupe Gilets jaunes Lyon-Centre de monopoliser les AG en les animant. Une commission organisation est donc créée pour que ceux souhaitant se rencontrer pour parler de son animation prennent en charge son organisation. Après quelques semaines de tâtonnement, il est finalement décidé que les AG fonctionneront en autogestion. L'organisation se fait spontanément au gré des volontaires présents.

Lors de la dernière AG, les questions d'organisation ont été remises sur le tapis, et il a encore été reproché aux membres actifs du groupe d'initiative Gilets Jaunes Lyon-Centre de s'accaparer les décisions. Il faut pourtant rappeler que les commissions sont ouvertes à tous, et les décisions prises collégialement. L'assemblée est ouverte à toutes les initiatives. Si vous avez un projet concret à proposer, ou l'envie de travailler sur un point précis de l'organisation de la mobilisation, vous pouvez constituer un groupe de travail ou faire connaître votre proposition auprès de l'assemblée.

Quelques problématiques sensibles de l'assemblée

La question du vote : comment prendre une décision au nom des gilets jaunes ? Le vote en AG est-il légitime ? Comment trancher une question lorsque celle-ci ne fait pas consensus ? Voici une question qui n'a toujours pas trouvé de réponses. Nous sommes toujours à la recherche d'un protocole de fonctionnement à ce sujet.

Déclaration ou pas déclaration : doit-on déclarer les manifestations ? Cette question soulève toujours des débats houleux dans l'assemblée. Un compromis semble toutefois avoir été trouvé lors de la dernière AG : alterner manifestations déclarées et non déclarées. Reste à trancher lesquelles, à quelle fréquence et selon quelles modalités.

Anticapitalistes ou pas : Voici une question de fond qui a troublé nos AG à plusieurs reprises. Certains GJ souhaitaient afficher le mouvement comme une réaction explicite au capitalisme. D'autres préféraient garder leurs réserves.

MOBILISATION LYONNAISE

Compte-rendu d'un GJ de Lyon-Centre sur les actions récentes

AG du lundi 6 mai

Débat houleux sur la déclaration ou non de la manifestation nationale. Réflexions sur le gouvernement par la terreur de Macron. Propositions de nouvelles actions de blocage de l'économie. Annonce de la prochaine convergence GJ/blouses blanches.

Mercredi 8 mai

Petit rassemblement GJ, tractage et sensibilisation rue de la République. Le soir, initiation à l'action non violente organisée par le collectif ANV à l'alternatibar. Les GJ ont été conviés.

Jeudi 9 mai

Grève fonction publique.

Vendredi 10 mai

Débat/conférence sur le RIC en présence de Hakim Löwe: "Objectif RIC" Construire notre RIC national ; Yvan Bachaud: Père du RIC en toutes matières depuis plus de 40 ans ; Raul Magni-Bertoni: auteur du "RIC expliqué à tous" ; Daniel Vienne: Le RIC local "St-Clair du rhône, capitale du RIC"

Samedi 11 mai

Manifestation nationale. Contre la privation des biens publics. Soir : barbecue géant Gerland. PROJECTION DU FILM « J'VEUX DU SOLEIL » de Gilles Perret et François Ruffin à la tombée de la nuit.

Dimanche 12 mai

Manifestation déclarée des femmes GJ.

IPNS - Ne pas jeter sur la voie publique



Extrait des 50 revendications établies par l'Assemblée Populaire des Gilets Jaunes à Lyon le XX/01/2019.
Réunion tous les lundis à 19h, à la Bourse du Travail, Place Guichard, métro B.

Bravo à la commission revendications pour ce remarquable travail d'affiches et aux équipes qui ont participé à leur diffusion partout dans la ville !

Gilets Jaunes MOUVEMENT POPULAIRE



Revendication n°1
Rétablissement
de
l'ISF

Extrait des revendications établies par l'AG des gilets jaunes Lyon Centre

TRIBUNE LIBRE

Nouvelles de l'avancement du projet Maison Jaune

A la suite de notre appel à l'AG, nous avons recruté de nouvelles compétences qui ont des connexions intéressantes sur le sujet. Nous essayons de nous structurer en plusieurs étapes afin de progresser sûrement sur ce projet :

- constituer une équipe pour recenser toutes les initiatives sur la métropole de Lyon et au niveau national à ce sujet, et recenser les fonctions attendues (lieu pour y organiser nos dialogues populaires régulièrement, lieu pour réunir les commissions régulièrement, lieu pour la crèche lors des Dialogues Populaires réunions de commissions, manifs) A nous d'allonger la liste et d'inventer la vie qui va avec.
- établir un tableau comparatif, avantages/inconvénients, des différentes options possibles (en squat total, en cabane en bois sur un terrain public ou privé, ou hébergée en "coucou" chez une association amie, à qui on pourrait s'apporter des services réciproques : ONG, bourse du travail, mairie...)
- travailler en lien avec les assemblées des assemblées. Une GJLC a participé au groupe Maison du Peuple à Saint Nazaire, et nous porterons ces synergies à Monceau.
- constituer un dossier pour le présenter aux responsables d'associations, syndicaux, ou élus (maires, députés, conseillers municipaux, régionaux).

Ceux qui veulent travailler sur le projet pourront le faire en parallèle de la réunion de la commission revendications.

O.

LE TEXTE DU JOUR
George Orwell, article paru dans *The Left News*, février 1941

« À quoi peut servir la prétendue liberté politique quand un homme travaille douze heures par jour pour trois livres par semaine ? Une fois tous les cinq ans, on lui permet peut-être de voter pour le parti qu'il préfère mais, le reste du temps, presque tous les détails de sa vie sont dictés par son employeur. Et, en pratique, sa vie politique lui est également dictée. La classe aisée peut mettre la main sur tous les postes ministériels et officiels, elle peut aussi utiliser le système électoral en sa faveur en soudoyant l'électorat, directement ou indirectement. Même quand, par mésaventure, un gouvernement représentant les classes plus pauvres obtient le pouvoir, les riches peuvent en général le faire chanter en menaçant d'exporter leurs capitaux. Plus important encore est le fait que presque toute la vie culturelle et intellectuelle de la communauté – journaux, livres, éducation, cinéma, radio – est contrôlée par des riches qui ont toutes les raisons d'empêcher la propagation de certaines idées. Le citoyen d'un pays démocratique est « conditionné » dès la naissance, moins rigoureusement mais tout aussi effectivement qu'il le serait dans un État totalitaire. »

Réflexions sur... une révolution en peinture

A partir de 1910, le peintre russe Vassily Kandinsky invente avec quelques autres peintres « l'art abstrait ». Il s'agit, pour la première fois, de dépasser ce que l'on faisait depuis des siècles : la représentation d'un paysage, d'une nature morte ou d'un visage sous la forme de portrait. Kandinsky travaille longuement sur les lignes et les couleurs, auxquelles il attache une importance fondamentale. Par exemple, le jaune est une couleur chaude qui s'étend, s'élargit. Kandinsky la définit ainsi dans l'un de ses ouvrages : « le jaune tourmente l'homme, il le pique et l'excite, s'impose à lui comme une contrainte, l'importe avec une espèce de violence insupportable. » L'art abstrait a révolutionné la peinture, non en rompant totalement avec le passé, mais en le critiquant pour fournir un avenir nouveau, quelque chose qui n'avait jamais existé auparavant. A l'image de l'ampleur du changement amorcé par Kandinsky, nous n'avons

pas simplement la volonté de modifier quelques règles du cadre actuel. La gravité du contexte social et écologique exige plus qu'une destruction aveugle du système passé, mais l'invention d'un nouveau à partir de nos revendications communes.



Kandinsky, *Composition en jaune*, détail.

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE : UNIQUEMENT DANS LES MAINS D'UN NOUVEAU LECTEUR.

QUI SOMMES-NOUS ?

Tim, Deb, Stoph, Jiheu, Mel. Cinq personnes qui trouvent utile un organe de presse libre et indépendant pour s'exprimer à l'intérieur du mouvement des gilets jaunes.

CONTACT

Pour des actions à annoncer, des comptes rendus ou des témoignages à partager, des tribunes à publier, avis, suggestions, réactions, corrections, vous pouvez nous contacter à l'adresse mail suivante : bonheurenbas@protonmail.com ou sur la page facebook du journal : Bonheur en bas.

CE NUMERO VOUS A PLU ?

Faites le savoir en nous écrivant à : bonheurenbas@protonmail.com.

Pour financer le prochain numéro, nous mettons à disposition une caisse de solidarité que vous trouverez en AG tous les lundis à 19h, Bourse du Travail. Vous pouvez aussi faire un don sur la page facebook du journal : Bonheur en bas. Sans votre financement, nous ne pourrons continuer cette publication.